ISSN 1662 – 4599

14 novembre 2011
11e année
N° 45

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Les élites autoritaires de l'Occident ont échoué

Nous avons besoin d'une Europe des nations et des citoyens

*par Klaus Hornung**

Klaus Hornung (photo mad)

On croirait lire une légende et pourtant cela ne date que de deux décennies. En 1990/1991, l'empire soviétique implosait, abandonnant aux seuls Etats-Unis la domination du monde. En Occident, on baignait dans l'allégresse, croyant pouvoir récolter les fruits de la victoire sur le communisme. *Arnulf Baring* fut le seul à élever une voix discordante contre cette euphorie en publiant en 1991 un pronostic réaliste: «Il serait parfaitement illusoire de croire que le monde s'achemine vers une situation paradisiaque dans laquelle il n'y aurait ni crises, ni troubles, ni révoltes et encore moins de guerres. Bien au contraire. Il y aura toutes sortes de bouleversements dus à la pression démographique, à la détresse sociale et économique dans de nombreux pays du globe au cours des prochaines décennies.»

> «Les crises actuelles de l'Occident ont dévoilé les dessous des décisions prises par les organes de la ‹démocratie des élites›. Elles ont démontré que ces élites ne peuvent absolument pas se targuer de vouloir le bien des peuples, n'étant préoccupées que des intérêts de leurs oligarchies. Il est urgent de réfléchir à la manière de rétablir un équilibre raisonnable entre l'intérêt général et les intérêts particuliers, donc d'instituer un contrôle politique officiel permanent des intérêts des groupes du capitalisme financier par une participation démocratique.»

Il n'y a pas de fin de l'histoire

Il est vrai que l'histoire n'avait pas pris fin avec la victoire du libéralisme, comme *Francis Fukuyama* l'avait prédit; au contraire, elle prit la vitesse d'une cataracte. Dès 1991, les Américains se lancèrent dans la première guerre contre *Saddam Hussein* qui avait attaqué le Koweït. En septembre 2001, ce fut le terrorisme islamique qui secoua en son centre la puissance américaine par son attaque contre les deux tours du World Trade Center à New York et contre le Pentagone à Washington.

Les interventions de 2001 en Afghanistan et de 2003 en Irak – cette dernière étant l'œuvre de *Georges W. Bush* qui s'appuyait sur un mensonge éhonté, prétendant qu'il fallait arracher la bombe nucléaire des mains de Saddam Hussein – démontrèrent non seulement la volonté de domination des Etats-Unis, mais conduisirent cette «deuxième Rome» et ses vassaux internationaux en Asie centrale, région aux espaces inconnus. C'est une fois de plus la démonstration d'une vérité historique: La mégalomanie pousse les empires à faire un usage excessif de leur force, ce qui les entraîne dans la ruine.

Les causes de la crise américaine de la dette

Nous constatons maintenant que l'Amérique et l'Occident ne peuvent obtenir la victoire et que le pays dominant, notamment du fait

Suite page 2

Langendorf contre l'esprit de capitulation

par Philippe Barraud

«L'hédonisme, lié à l'usure du quotidien, rend non seulement aveugle à la menace, mais incite à la négation de cette dernière et par conséquent abolit la volonté de défense.» En une phrase, *Jean-Jacques Langendorf** pointe le problème auquel la Suisse est, et sera confrontée à l'avenir.

Sous le titre *Capitulation ou volonté de défense?,* l'historien, spécialiste de l'histoire militaire, signe un manifeste propre à réveiller les énergies, endormies par un climat de paix trompeur en Europe – alors même que les plaies nées des récents conflits dans les Balkans sont loin d'être cicatrisées.

Mais de quelle menace parle-t-on, entend-on demander de toutes part? Pour conclure un peu vite qu'il n'y a pas de menace, et que donc, la défense militaire est devenue inutile. Or, souligne Langendorf, le caractère «diffus de la menace peut engendrer l'illusion de son absence. La menace […] s'avance masquée et des masques, elle en a une multitude à disposition. La première menace est probablement de ne pas croire à la menace.»

> **Nature du danger**
>
> «Un des articles de ce code immuable du ‹tout va bien› veut que l'Union européenne n'est exposée à aucun danger (et elle-même y a cru longtemps), et que la Suisse a plus forte raison n'a strictement rien à craindre. On l'a dit: le diffus de la menace peut engendrer l'illusion de son absence. Mais cette menace, qu'est-elle? ‹*Larvatus proteo*›, disait *Descartes*. ‹Je m'avance masqué.› La menace, elle aussi, s'avance masquée et des masques, elle en a une multitude à disposition. La première menace est probablement de ne pas croire à la menace et de sombrer dans cet angélisme dont nous avons parlé. Et les autres? Il y a l'illusion, constamment entretenue, que nous sommes aimés et appréciés. Et il s'agit là d'une fatale illusion.»
>
> *Langendorf, p. 69/70*

Pour l'historien, une autre menace est «l'illusion, constamment entretenue, que nous sommes aimés et appréciés. Et il s'agit là d'une fatale illusion. La Suisse n'est pas aimée parce qu'elle est jalousée et si elle est jalousée, c'est parce qu'elle possède, comme disent les Américains, des *deep pockets*, «des poches profondes», autrement dit elle est riche et la richesse attire toutes les convoitises, surtout dans une Europe qui navigue entre les récifs de la crise économique, de la dette, de la paupérisation.»

La détestation des dirigeants européens est une constante que les Suisses ont tendance à vouloir oublier. Mais elle resurgit à tout bout de champ: qu'on se remémore les diatribes des *Steinbrück*, des *Kouchner*, des *Montebourg* … Pour Jean-Jacques Langendorf, cette détestation constitue une menace multiple, aussi bien contre notre prospérité que contre nos institutions – en premier lieu la démocratie directe, «excroissance archaïque qui défigure le beau visage de l'Europe» – mais encore contre notre sécurité: «Penser que, dans le cas d'une menace quelconque, l'UE accourrait à notre secours, relève de la plus parfaite illusion.»

Si la richesse matérielle de la Suisse suscite les convoitises de ses voisins, il en est une autre qui, demain, pourrait l'entraîner dans des conflits proprement militaires. «La Suisse, ‹château d'eau› de l'Europe, possède une autre richesse, cet ‹or liquide› qui sera à l'avenir de plus en plus convoité, comme il l'est déjà au Moyen-Orient et en Afrique, provoquant de fortes tensions. Les pressions sur la Suisse iront en s'accroissant au fur et à mesure que cet élément vital se raréfiera. Après la convoitise de l'argent, la Suisse sera alors au centre de la convoitise de l'eau. Autrement dit, un jour viendra où la Confédération subira une telle pression, voire une intervention armée, peut-être avalisée par l'ONU, au nom de ‹l'intérêt supérieur de l'humanité›. Si nous n'avons rien, ou presque rien, à lui opposer militairement, elle s'avérera inéluctable.»

> «Dans un monde complexe, en perpétuelle mutation, aux perspectives de plus en plus incertaines, voire orageuses, que peut signifier en général, et en particulier pour la Suisse, la volonté de défense de ses libertés, de sa démocratie et de son indépendance?
>
> Quelles sont les menaces actuelles, difficiles à identifier mais bien réelles dans un contexte international qui ne cesse d'évoluer?
>
> Le refuge sous l'aile d'une entité plus vaste, comme par exemple l'UE et l'OTAN, est-ce une solution valable compte tenu de leur faiblesse militaire actuelle?
>
> La volonté permanente de défense est une qualité précieuse et éprouvée. C'est elle qui, dans les moments critiques, permet à une communauté, à un peuple, à un Etat, d'assurer leur survie et leur dignité.
>
> La présente analyse nous interpelle. Elle s'adresse à chacune et chacun de nous et notamment à celles et ceux qui doutent et cherchent à se faire une opinion sur la nécessité de l'armée, sous-tendue par une volonté de défense et de sécurité.
>
> En bref, voulons-nous et pouvons-nous encore nous défendre? Et contre qui? Des questions essentielles qui ne seront pas résolues par l'angélisme qui règne parmi un trop grand nombre de politiques.»

ISBN 978-2-88295-621-7

C'est bien pourquoi la Suisse se doit de maintenir une armée forte et efficace. Passé le temps des discours diplomatiques et de la politique de la main tendue, il faudra affronter les nouvelles menaces par les armes, au moyen d'une armée capable de faire la guerre: «Elle ne doit pas être utilisée pour encadrer des manifestations sportives ou pour dégager des pistes de ski. Elle doit être formée pour la guerre et, accessoirement, pour l'aide en cas de catastrophe.» Pour cela, il faut maintenir l'armée au meilleur niveau, en permanence, car «construire une armée exige des décennies, sinon des siècles. Et ce qui est détruit ne pourra plus être refait par un coup de baguette magique, surtout dans une situation d'urgence.»

L'époque est à l'indolence, au sentimentalisme, voire à un certain avachissement. Evolution paradoxale pour le moins, dans un monde devenu imprévisible, et donc dangereux. C'est pourquoi il faut écouter et entendre l'appel à la volonté de défense de Jean-Jacques Langendorf, qui connaît mieux que personne les ressorts de la guerre, et les ténèbres de l'âme humaine.

Dans *L'étrange défaite*, écrit en 1940, qui reste le meilleur témoignage sur l'effondrement de l'armée française de mai–juin 1940, l'historien *Marc Bloch* rapporte ces propos d'un jeune officier: «Cette guerre m'a appris beaucoup de choses. Celle-ci entre autres: qu'il y a des militaires de profession qui ne seront jamais des guerriers; des civils, au contraire, qui, par nature, sont des guerriers.» Incontestablement, Jean-Jacques Langendorf appartient à cette catégorie. •

Source: *www.commentaires.com,* 28/9/11

* Jean-Jacques Langendorf: «Capitulation ou volonté de défense? La Suisse face à un défi.» Editions Cabédita 2011. ISBN 978-2-88295-621-7

Confrontation finale à propos de l'euro

«Le projet de quintupler la force de frappe du FESF à l'aide d'un levier est extrêmement dangereux»

par Holger Stelzner

Celui qui déplore «les conséquences désastreuses» du sommet marathon de l'UE doit se demander pourquoi il a qualifié la rencontre actuelle de sommet du soulagement. Le tohubohu des thèmes montre qu'un sommet n'est pas capable de trancher le nœud gordien: le paiement de la prochaine tranche de crédits et l'augmentation du deuxième volet d'aide pour la Grèce, l'augmentation des capitaux en Grèce de 109 à 252 ou à 444 milliards d'Euro, recapitalisation des banques européennes comme condition pour pouvoir trancher la dette de la Grèce, utilisation de l'effet de levier du fonds de crise pour mobiliser des billions de sauvetage. Et puis encore la préparation du changement des traités de l'UE pour améliorer la surveillance de la politique des budgets ou pour socialiser les dettes (mot-clé «union fiscale»).

L'insécurité gagne de plus en plus le gouvernement fédéral et aussi le Bundestag. Le concept de sauvetage jusqu'alors, de combattre les dettes élevées anciennes par de nouvelles dettes, ne se réalise plus. Berlin est encore réticent envers les désirs de Bruxelles et Paris, d'arranger, à l'aide de la politique monétaire, la défaillance des politiciens fiscaux. La banque centrale européenne ne doit pas financer la vie à crédit, cela aurait des conséquences dévastatrices pour la communauté.

La socialisation progressive des dettes à travers les achats d'emprunts par la BCE a déjà atteint ses limites. En Europe du Nord, le refus de la politique d'endettement européenne s'accroît brutalement. La peur progressive de l'inflation qui se répand pourrait entraîner l'Euro dans une crise de confiance. Les conséquences de cette fausse politique de sauvetage se fait voir dans le marché. La France craint pour sa notation, le décalage des impôts envers l'Allemagne a atteint le même niveau qu'avant l'union monétaire, et le créancier qu'est la République fédérale doit s'inquiéter. Les primes de risques pour les emprunts fédéraux sont plus élevées que ceux des emprunts britanniques. La solvabilité de l'Allemagne n'est plus longtemps ciselée dans la pierre.

La participation plus forte de l'association internationale des banques, demandée pour trancher la dette de la Grèce, est l'aveu d'avoir été arnaqué par les grands instituts de finance. Ce sont les politiciens qui ont entassé les dettes souveraines, pas les banques. Aussi les politiciens ont-ils entraîné les banques, par des règles concernant le capital propre à financer des états outre-mesure.

Pourtant, les banques et les assurances répondent aussi de leurs décisions concernant leurs investissements. Tous les créanciers devraient participer à la conversion de la dette de la Grèce; car le risque et la responsabilité doivent être réunis dans une main. Après que les politiciens du sauvetage européens, par l'achat d'emprunts par la BCE, les banques régionales et d'autres institutions de l'Etat, ont redistribué les charges du privé aux mains publiques, c'est maintenant le contribuable qui doit, bon gré mal gré, aussi régler une grande partie de la facture comme créancier.

Le projet de quintupler la force de frappe du FESF à l'aide d'un levier est extrêmement dangereux. En premier lieu, les banques en jonglant avec de tels leviers de crédit, ont précipité l'économie mondiale dans l'abîme. En second lieu, le risque de garantie s'est multiplié pour le contribuable. En troisième lieu, c'est une illusion de croire que les marchés se laisseraient impressionner par encore plus de force financière. Au contraire, dans ce cas-là, le danger que les billions soient rappelés par la politique et le marché s'accroîtrait, pendant qu'en même temps les Etats endettés feraient sauter tous les efforts de faire des économies.

La création d'un fonds de crise illimité, nommé de manière trompeuse «Mécanisme européen de stabilité», envoie des invites fatales. De cette façon, l'action de tirer quelqu'un d'affaire sera élevée au rang de principe en zone euro. Les Etats-Unis, qui souvent sont cités comme modèle par les Européens du sauvetage, ne font justement pas cela. Une seule fois, en 1790, Washington prit les dettes des états pour consolider les coûts de la guerre d'indépendance. C'est seulement parce que jusqu'à maintenant le gouvernement fédéral n'aide pas les Etats membres de la fédération à se dépêtrer des crises financières que des référendums sur les dettes et l'équilibre budgétaire les contraignent à la discipline financière. L'espace dollar n'en a pas souffert, et le dollar n'a pas dégénéré alors en monnaie faible.

La crise de la dette souveraine ne sera pas résolue par une restructuration des dettes de la Grèce dans la zone euro, ni par l'intervention énergique de la BCE. Les politiciens fiscaux, qui essaient de fuir une tenue solide de la situation par le lancement de la planche à billets, sèment l'inflation et récoltent la méfiance envers l'euro. Qui croit aider l'Euro et les Hellènes, par une coupure de la dette dans l'union monétaire, fait le calcul sans l'Italie. Pourquoi le gouvernement de Berlusconi exigerait-il des lois douloureuses, pour inciter les Italiens et lui-même à faire des économies, si la Grèce peut rayer la moitié de ses dettes et ainsi rester dans la zone euro? Rome n'est pas Athènes. L'industrie italienne est forte, mais la politique est faible. L'Italie pourrait regagner assez vite sa compétitivité internationale et sa croissance économique, si elle le voulait seulement. Ce n'est pas à Athènes que se décidera le sort de l'union monétaire. La confrontation finale à propos de l'euro aura lieu à Rome. •

Source: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24/10/11
© Tous droits réservés Frankfurter Allgemeine Zeitung GmbH, Francfort. Mis à disposition par les archives de la Frankfurter Allgemeine.

(Traduction *Horizons et débats*)

«Les élites autoritaires ...»
suite de la page 1

de la guerre en Afghanistan, a accumulé cette dette gigantesque qui menace ses fondements mêmes. Auparavant, le prédécesseur de Bush, *Bill Clinton,* avait pris des mesures tout aussi désastreuses en voulant faire de chaque Américain le propriétaire de sa maison. Appuyé activement par la Banque centrale, il poursuivit une politique d'argent bon marché, ce qui contribua à provoquer cette montagne de dettes. Finalement, les interventions militaires de Bush donnèrent à cet endettement son ampleur phénoménale actuelle.

Entre-temps, ce n'est pas seulement l'hégémonie américaine qui fut précipitée dans la crise, du fait de décisions insensées, mais aussi le pilier européen de l'Alliance occidentale. Mais la crise de l'union monétaire européenne, considérée maintenant par des experts avertis comme la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, est le fruit de très mauvaises décisions stratégiques des milieux dirigeants politiques et économiques européens qui ont commencé avec le Traité de Maastricht en 1992.

On espérait, en créant l'union monétaire européenne établir les bases d'une union politique permettant avant tout d'intégrer l'Allemagne réunifiée. Cette décision fut prise malgré les avertissements d'un grand nombre de personnes compétentes qui ne donnaient que peu de chance à ce projet d'unification économique, fiscale et sociale de pays si différents.

Les mauvaises décisions de l'UE

La crise monétaire actuelle montre bien que cette décision ne pouvait qu'aboutir à un échec, mettant en danger la politique même de l'Union européenne. En 2000 déjà, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient déclaré à Lisbonne vouloir faire de l'Union européenne, jusqu'en 2020, la région «la plus forte, la plus dynamique et la plus concurrentielle du monde», et la deuxième puissance économique après les Etats-Unis avec l'euro comme monnaie de réserve universelle à côté du dollar. Ce fut l'expression même de la folie des grandeurs qui s'était emparée du monde de la politique, de l'économie et des médias.

Selon l'Américain *Jeremy Rifkin,* l'Union européenne devait devenir une puissance mondiale en s'appuyant moins sur sa force militaire que, en tant que «puissance soft», sur sa force économique et sa promesse de prospérité croissante, perspective fort irréaliste qui ne tenait compte ni de la baisse démographique du continent ni de son niveau élevé de politique sociale qui l'empêchent à la longue de suivre le rythme de croissance de ses nouveaux concurrents. Il eût été préférable de ne pas faire cette déclaration à Lisbonne en 2000, car l'objectif est loin d'avoir été atteint.

Le résultat de cette double crise de l'Occident est la montée de la Chine comme nouvelle puissance mondiale qui dispose non seulement d'une énorme population d'environ un milliard et demi d'individus, mais aussi d'une direction efficace qui ignore les droits humains chers à l'Occident. La Chine a, au cours des deux dernières décennies, dépassé les Etats-Unis en tant que puissance économique mondiale, mais aussi l'Allemagne en tant que deuxième pays exportateur.

Nouveau système de pouvoir multipolaire

Nous assistons à la formation d'un nouveau système de pouvoir international multipolaire dans lequel la Chine et d'autres pays émergents tels que l'Inde ou le Brésil développent leur rôle à égalité avec les Etats-Unis et l'UE. On peut définir la relation de la Chine avec l'Occident comme un «affrontement coopératif» dont l'aspect contradictoire correspond à la réalité. D'une part, l'Empire du Milieu sait utiliser de façon optimale l'actuelle supériorité technique de l'Occident, et d'autre part il étend, par une stratégie offensive, son influence géopolitique dans le monde.

Tant la crise de la dette américaine que la crise financière globale et celle de l'euro sont provoquées par les pays eux-mêmes. Elles sont le résultat de décisions erronées de la classe politico-économique. Elles font partie de la longue série d'événements semblables de l'histoire décrits par l'historienne américaine *Barbara Tuchman* en 1984 dans une étude approfondie intitulée «The March of Folly» (La Marche folle de l'histoire) – du cheval de Troie de la Grèce antique à la trahison du gouvernement américain dans la guerre du Viêt-nam.

L'UE et le principe de subsidiarité

Peter Graf von Kielmansegg, professeur émérite de sciences politiques à Mannheim, a rappelé, dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 8 juillet 2011, les premiers débats sur l'Europe qui eurent lieu après la Seconde Guerre mondiale. A cette époque, on ne concevait pas l'Europe comme un Etat puissant et centralisé mais comme une association nécessaire pour assurer l'existence des Etats après les dégâts causés sur le continent par les dictatures totalitaires et la guerre. En prémisse à ces débats se trouvait le principe de subsidiarité qui prévoyait que l'«Europe» pouvait se charger uniquement de ce que les Etats individuels n'arrivaient pas à maîtriser, comme le grand marché intérieur, une politique commune de défense, de l'économie, de l'énergie et de l'environnement.

Le principe de subsidiarité devait permettre de délimiter les compétences du pouvoir central et des Etats membres. Cette approche fut dépassée au cours des décennies suivantes par les intérêts économiques globaux très puissants et par la Commission européenne qui se révéla être un moteur de la centralisation, s'éloigna des citoyens et développa une bureaucratie démesurée. Ce fut le cas surtout à partir de 1990 lorsqu'on se lança à Bruxelles dans la voie – hostile aux peuples et à la tradition historique – de la centralisation outrancière qui avait été une des causes de l'effondrement de l'empire soviétique.

Une Europe des nations et des citoyens

La commission de Bruxelles prend un nouveau départ dans cette direction en profitant de la crise actuelle. Il faut prendre au sérieux la proposition de Kielmansegg de lancer un nouveau débat de fond afin de corriger les décisions erronées et les voies sans issue pour finalement aboutir à une conception politique de l'Europe qui serait avalisée par des référendums exprimant la volonté du peuple souverain. On sait que l'oligarchie politico-économique européenne actuelle redoute cette procédure comme la peste. En réalité, les décisions prises jusqu'à présent en vue de l'unification européenne apparaissent comme la volonté des élites, c'est-à-dire des banques et des multinationales.

Il faut corriger cette direction du projet européen qui a détruit tant de confiance, en mettant en place une Europe des nations et des citoyens dont les préoccupations principales ne seraient pas essentiellement matérielles et économiques, mais le reflet d'un continent conscient de son histoire et capable de mener une politique réaliste.

La grave double crise de l'Occident en Amérique et en Europe révèle un changement de système, le passage d'une démocratie représentative libérale à de nouvelles formes de domination oligarchique dissimulées sous des apparences démocratiques. Au cours du processus de globalisation, les institutions supranationales comme la Commission européenne et les organisations internationales comme le *Fonds monétaire international* (FMI) gagnent en influence politique. Elles se superposent aux décisions des gouvernements et des parlements nationaux.

Les intérêts des groupes capitalistes de la finance doivent être contrôlés démocratiquement

Les décisions se prennent en dehors du peuple souverain des démocraties et de ses représentants et sont le fruit de milieux oligarchiques dont la plupart n'ont aucune légitimité démocratique. *Hans Vorländer,* confrère de Kielmansegg à Dresde, parle de nouvelles formes de démocratie des élites («Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 12 juillet 2011) qui apparaissent au grand jour notamment lors des séances de crise des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE. Les représentants du capital financier international y ont leur siège, officiellement en tant que «conseillers» des hommes politiques, mais en fait ils participent aux décisions quand ils ne sont pas les ultimes décideurs.

Selon Vorländer, ce changement de système présente encore un autre aspect: l'énorme développement de l'influence «du pouvoir interprétatif» des médias sur le corps électoral, notamment des médias électroniques qui, avec leur «dramaturgie visuelle» prégnante savent renforcer le sentiment d'absence d'alternative à la démocratie des élites et légitimer cette dernière. Les élections, qui devraient être un choix qualitatif de la part du corps électoral, font qu'il en est réduit dans cette démocratie de contemplation à se contenter d'approuver.

Les crises actuelles de l'Occident ont dévoilé les dessous des décisions prises par les organes de la «démocratie des élites». Elles ont démontré que ces élites ne peuvent absolument pas se targuer de vouloir le bien des peuples, n'étant préoccupées que des intérêts de leurs oligarchies. Il est urgent de réfléchir à la manière de rétablir un équilibre raisonnable entre l'intérêt général et les intérêts particuliers, donc d'instituer un contrôle politique officiel permanent des intérêts des groupes du capitalisme financier par une participation démocratique. •

(Traduction *Horizons et débats)*

---

* *Klaus Hornung,* né en 1927, fut professeur de sciences politiques à l'Université de Stuttgart Hohenheim. Il a publié de nombreux ouvrages scientifiques, dont des classiques tels que «Das totalitäre Zeitalter. Bilanz des 20. Jahrhunderts» (L'ère totalitaire. Bilan du XXe siècle) ou son étude «Scharnhorst» consacrée à *Gerhard Johann David von Scharnhorst,* réformateur de l'armée prussienne. De 2001 à 2003, il fut président du Centre d'études Weikersheim.

Sauver les riches et perdre l'économie

par Paul Craig Roberts

La politique économique des Etats-Unis et de l'Europe est un échec et les peuples en souffrent. Elle a échoué pour trois raisons:

1. Les politiques ont permis aux sociétés de délocaliser les emplois de la classe moyenne, la demande des consommateurs, les impôts, le PIB et les carrières associées aux emplois vers des pays étrangers comme la Chine et l'Inde où le coût du travail est faible;
2. Les politiques ont permis la dérégulation financière qui a provoqué des fraudes et un endettement d'une ampleur inimaginable auparavant:
3. Les politiques ont réagi à la crise financière qui en a résulté en imposant la rigueur aux populations et ont fait fonctionné la planche à billets afin de sauver les banques en leur évitant des pertes sans tenir compte de ce que cela coûtait aux économies et aux individus qui n'y pouvaient rien.

La délocalisation des emplois a été rendue possible parce que l'effondrement de l'Union soviétique a fait que la Chine et l'Inde ont ouvert leurs énormes potentiels de main-d'œuvre à leur exploitation par l'Occident. Pressés par Wall Street d'augmenter leurs profits, les sociétés américaines ont délocalisé leurs usines à l'étranger. La main-d'œuvre étrangère qui travaille avec du capital, de la technologie et du savoir-faire commercial occidentaux est tout aussi productive que celle des Etats-Unis. Mais l'excès de main-d'œuvre (et le niveau de vie inférieur) signifient que la part du coût du travail indien ou chinois est inférieure par rapport à la valeur des produits et la différence vient augmenter les profits des investisseurs et les bonus des managers.

Dans beaucoup de régions des Etats-Unis, la situation est semblable à celle d'Alexandria (Virginie). «On a socialisé le système financier en reportant sur les contribuables les pertes des institutions financières.» (photo reuters)

Fermeture de plus de 50 000 usines américaines

Selon la revue *Manufacturing and Technology News* (20 septembre 2011), le *Quarterly Census of Employment and Wages* (Recensement trimestriel de l'emploi et des salaires) signale qu'au cours des 10 dernières années, les Etats-Unis ont perdu 54 621 usines et 5 millions de salariés. Au cours de la décennie, le nombre de grandes usines (celles qui emploient 1000 salariés ou plus) a baissé de 40%, celui des usines employant entre 500 et 1000 salariés de 44%, celui des usines employant entre 250 et 500 salariés de 37% et celui des usines employant entre 100 et 250 salariés de 30%.

Les créations d'entreprises ne sont pas comprises dans ces chiffres. Toutes les disparitions ne sont pas dues aux délocalisations: certaines sont dues à une mauvaise gestion.

Certains politiques américains, comme *Buddy Roemer*, attribuent la responsabilité de cet échec industriel à la concurrence chinoise et à ses «pratiques commerciales déloyales». Toutefois, ce sont les sociétés américaines qui ont délocalisé leur production à l'étranger, remplaçant la production indigène par des importations. La moitié des importations américaines en provenance de Chine sont des produits de sociétés américaines délocalisées.

Les salaires américains n'occupent que la 14e place du palmarès des pays industrialisés

L'écart salarial est important. Selon le *Bureau of Labor Statistics*, en 2009 le salaire horaire net moyen était de 23,03 $. A cela, il faut ajouter 7,90 $ pour les assurances sociales et 2,60 $ d'allocations payées par les employeurs, ce qui porte le coût horaire moyen du travail à 33,53 $.

En 2008, une heure de travail coûtait en Chine 1,36 $. Et c'était quasiment pareil en Inde. Ainsi, une entreprise qui délocalise 1000 emplois en Chine économise 32 000 $ sur chaque heure de travail.

Ces économies se traduisent par des hausses d'actions en Bourse et de revenus pour les managers et non pas par des baisses de prix pour les consommateurs que les délocalisations ont réduits au chômage.

Des économistes républicains attribuent le taux élevé de chômage actuel aux salaires américains «élevés». Or ces salaires sont presque les moins élevés du monde développé. Les salaires horaires sont très inférieurs à ceux de la Norvège (53,89 $), du Danemark (49,56 $), de la Belgique (49,40 $), de l'Autriche (48,04 $) et de l'Allemagne (46,52 $). Les Etats-Unis ont certes la plus importante économie du monde, mais leurs salaires horaires ne figurent qu'en 14e position. Et l'Amérique a un taux de chômage plus élevé. Le taux affiché par les médias est de 9,1% mais ce chiffre ne comprend pas les travailleurs qui ont renoncé à chercher un emploi et ceux qui sont forcés de se contenter d'un travail à temps partiel.

Le taux réel de chômage aux Etats-Unis est d'environ 22%

Le gouvernement possède un autre taux de chômage (U6) qui inclut les travailleurs qui ont renoncé à chercher un emploi depuis six mois ou moins: il dépasse 16%. Le statisticien *John Williams* (*Shadowstats.com*) évalue à plus de 22% le taux incluant les travailleurs qui ont renoncé à chercher un emploi depuis plus de 6 mois.

On met l'accent sur les pertes d'emplois dans l'industrie mais l'Internet à haut débit a rendu possible la délocalisation de nombreux emplois des services comme le développement de logiciels, la technologie de l'information, la recherche et développement. Les emplois qui offrent des carrières aux universitaires américains ont été délocalisés, ce qui a diminué l'attractivité de nombreux diplômes. Contrairement à autrefois, un nombre accru de diplômés retournent vivre chez leurs parents parce qu'il n'y a pas assez d'emplois qui leur permettraient de vivre de manière indépendante.

Et pendant ce temps, le gouvernement autorise chaque année l'entrée d'un million d'immigrés légaux, un nombre inconnu d'immigrés illégaux et un grand nombre de travailleurs étrangers titulaires de permis de travail H-1B et L-1. En d'autres termes, la politique du gouvernement augmente le taux de chômage des citoyens américains.

Des économistes et des politiques républicains prétendent que ce n'est pas le cas et que les chômeurs américains sont des gens trop paresseux pour travailler qui sont à la charge de la société. Ils prétendent qu'une réduction des allocations de chômage et de l'assistance sociale forcera «les paresseux qui vivent aux crochets des contribuables» à chercher du travail.

Un endettement abyssal

Afin de lutter contre l'effet négatif du chômage sur l'économie et contre la baisse de la consommation due aux délocalisations, le président de la Réserve fédérale (Fed) *Alan Greenspan* a baissé les taux d'intérêts afin de provoquer un boom de l'immobilier. Cette baisse a fait monter les prix de l'immobilier. Les gens ont refinancé leurs maisons et ont dépensé leur capital. La construction, le marché du meuble et de l'équipement ont connu une forte progression. Mais contrairement à des expansions antérieures fondées sur l'amélioration des revenus réels, celle-ci étaient fondée sur une augmentation de l'endettement des consommateurs.

Il existe une limite à l'endettement par rapport au revenu et quand elle a été atteinte, la bulle a éclaté.

Lorsque l'endettement des consommateurs n'a plus pu augmenter, l'importante composante frauduleuse des produits dérivés garantis par des créances hypothécaires ainsi que les swaps illimités (American International Group, p. ex.) ont menacé d'insolvabilité les institutions financières et bloqué le système financier. Les banques ont cessé de se faire confiance et commencé à stocker des liquidités. Le Secrétaire au Trésor *Paulson* a forcé le Congrès à accorder des prêts considérables – provenant de l'argent des contribuables – à des institutions financières qui fonctionnaient comme des casinos. Le renflouement de Paulson – le Troubled Assets Relief Program (TARP) – était important mais insignifiant par rapport aux 16,1 mille milliards (somme plus élevée que le PIB des Etats-Unis ou leur dette souveraine) que la Fed a prêtés à des établissements financiers privés aux Etats-Unis et en Europe.

Suite page 4

Le pays qui ne produisait rien

par Benito Perez

La désindustrialisation de la Suisse se poursuit. Les quelque 1100 travailleurs que *Novartis* a décidé de sacrifier sur ses sites vaudois et bâlois sont principalement actifs dans la production et la recherche. En clair: à terme, la transnationale entend ne conserver en Suisse que son siège et une partie de son administration, histoire de préserver ses seuls intérêts fiscaux et juridiques.

L'absence de politique industrielle en Suisse continue donc de porter ses «fruits». Le secteur ne pèse plus aujourd'hui qu'un cinquième du produit intérieur brut (PIB), soit la moitié de son poids d'il y a trente ans. Jouets des transnationales, cantons et Confédération ont élevé le laisser-faire et la complaisance au rang de politique économique. On se met en quatre pour plaire fiscalement et réglementairement, sans jamais rien exiger en retour. Aujourd'hui, malgré des taux de rentabilité de 20%, Novartis peut jeter deux sites industriels à la poubelle; tout le monde est navré, mais personne ne bouge. Si ce n'est pour faire des moulinets avec les bras.

Hormis quelques niches à haute valeur ajoutée – dans l'horlogerie notamment –, la Suisse aura donc liquidé en quelques décennies plus d'un siècle et demi de savoir-faire, de compétences, de culture industrielle. Pour l'heure, cette transformation de l'économie nationale paraît s'opérer sans trop de heurts. Le repli sur les activités financières et le dumping fiscal est intervenu dans une époque de croissance des échanges et des inégalités sociales, toutes deux propices au coffre-fort et à la base arrière des spéculateurs que nous sommes devenus.

Ethiquement, cette spécialisation soulève le cœur. Economiquement, on ne lui trouve aucune explication valable. D'autres Etats à salaires élevés, telle l'Allemagne ou les pays nordiques, sont parvenus à conserver un tissu productif de haut vol. La rentabilité affolante de Novartis prouve – par l'absurde – que l'on peut faire de bonnes affaires en Suisse …

Politiquement, la liquidation du patrimoine industriel est irresponsable. Nombreux sont les pays à avoir payé, un jour ou l'autre, les conséquences d'une spécialisation à outrance de leurs revenus. Les nuages qui s'amoncellent sur la finance internationale et la fin programmée du secret bancaire le rappelleront peut-être bientôt.

En attendant, plus d'un millier de travailleurs vaudois et bâlois paient en anticipé l'avidité des actionnaires de Novartis. Gageons que les offices de placement en feront d'avisés gestionnaires de fortune en quelques mois… Sinon ils auront le temps de méditer sur l'indécence de leurs ex-patrons. Peu après la présentation de résultats faramineux dus à «l'excellente performance» de produits lancés récemment, le groupe a justifié les licenciements par «la pression croissante sur les prix» de ses produits. Dans un pays qui paie, pour cause de lobbying pharmaceutique, ses médicaments deux fois plus cher qu'ailleurs, il fallait oser. •

Source: *Le Courrier* du 26/10/11

Le profiteur – un fascisme financier?

par Jean-Antoine Cramer, Chambésy GE

Je me vois obligé aujourd'hui de faire entendre ma voix, car ayant été rendu attentif à certains faits qui me laissent pantois, il me faut les faire connaître plutôt que de les enterrer comme on le fait d'habitude dans notre beau pays.

Jusqu'à aujourd'hui je pensais que la Suisse mettait l'accent sur l'inventivité et sur la création de nouvelles entreprises. Cependant il s'agit là d'un rideau de fumée: en effet, est-ce que le poids de l'*administration, ses exigences et ses toujours nouvelles réglementations ne vont pas bientôt tuer toute velléité d'inventivité, de création d'entreprises et de nouvelles places de travail?* Le tout est couronné par des règles nouvelles en matière bancaire, règles issues de notre soumission à l'accord liberticide américain appelé le «Patriot's Act» qui, sous prétexte de protéger nos peuples des dangers du terrorisme mis à toutes les sauces, a eu comme effet de réduire à l'extrême nos libertés et nos droits.

Echange de renseignements à l'international, interdiction de passer les frontières avec des sommes importantes, liberté donnée aux banques d'exiger des clients, qui veulent transférer des sommes d'une certaine importance, des justificatifs ou le plan détaillé des projets dans lesquels ils veulent investir, quitte à ainsi livrer les secrets d'affaires que ces mêmes banques peuvent alors capter pour leur plus grand bénéfice. Les banques deviennent ainsi juge et partie, au mépris du droit élémentaire à chacun de disposer de ses biens, retard systématique mis par ces mêmes grandes banques commerciales de créditer les sommes reçues pour ainsi pouvoir encaisser des jours d'intérêt qui devraient appartenir au client, comme aussi retarder les payements instruits par le client, soit disant propriétaire de son argent. Quelle belle réputation pour la place financière suisse! Déjà bien mise à mal par les voltefaces toujours renouvelées de nos autorités quant à la protection de notre fameux et folklorique secret bancaire.

A qui profite donc cette destruction lente et continue de cette industrie typiquement suisse, créatrice de richesses et d'emplois pour notre pays, la banque et la gestion de fortunes, sinon à ceux qui aimeraient bien voir disparaître cette activité: les places financières de Londres et celles des Etats-Unis, les banques d'affaires américaines et certains groupes d'intérêts internationaux et discrets auxquels des chefs d'entreprise et politiques de notre pays appartiennent aussi, leur but ultime étant de dominer le monde en éradiquant les gouvernements nationaux et les sentiments patriotiques des peuples ainsi dominés.

La question qui se pose est: nos gouvernements glissent-ils lentement et par touches successives de la démocratie au fascisme pour atteindre en douceur ces objectifs? Telle est la question angoissante qui surgit à voir la lente progression des mesures diverses et variées mises en place afin de museler nos libertés sous le flot du «politically correct» qui nous envahit. •

Courrier des lecteurs

Cui bono?

Les commentaires variés concernant le sauvetage de l'euro, la perplexité et le rôle dévastateur de nos chargés de fonction, laisse une question ouverte. La question supérieure du cui bono et des marges de manœuvre, attribuées à la politique intérieure et extérieure allemande par les représentants de l'hégémonie d'outre-mer. Après tout, l'influence sur la politique financière de la zone euro – et là en particulier sur celle de la RFA – est un instrument de pouvoir décisif, planifié à grande échelle et employé de manière ciblée.

Ce n'est pas au hasard que déjà au moment des négociations au sujet de l'entrée de la Grèce dans la zone d'euro, des spécialistes américains ont été serviables au point d'optimiser intentionnellement les bilans grecs. C'était comme l'implantation d'un virus afin de déclencher une pandémie en temps voulu.

Et maintenant aussi, *Giorgos A. Papandreou* joue la carte américaine, cela avec charme et une détermination retorse sous le signal euphémique de vouloir sauver son pays. C'est pour cela que des Hellènes lucides l'appellent «l'Américain», en dépit de ses séjours de plusieurs années aux Etats-Unis pendant les études. Et c'est également ainsi que *Dominique Strauss-Kahn* a été mis à l'ombre à l'aide d'une employée d'hôtel à Manhattan qui a fait preuve d'un engagement physique méticuleux, et cela dans un pays si puritain, jusqu'au moment de l'élection de *Mme Christine Lagarde.* C'est ainsi que sa succession potentielle à la présidence de *Sarkozy* a été réglée: d'autres têtes trop autonomes auraient pu déranger la propre stratégie. Ici se pose encore la question: cui bono?

Celui qui poursuit le tracé des lignes de force dans le jeu géostratégique, sait que l'affaiblissement de la zone euro et de sa concurrence monétaire est un objectif stratégique lors de la défense de sa propre monnaie de réserve mondiale, du dollar qui est encore en vigueur. Il s'agit de se préparer à la véritable confrontation avec le yuan chinois.

Par un tel aperçu, le caractère de nain de nos élites européennes devient visible quand elles appliquent cette stratégie venant d'outre-mer, sans aucune résistance, et en prenant sciemment des aides financières temporairement, sans prendre elles-mêmes en considération les charges des autres, et cela pour tomber encore plus profondément dans le tourbillon d'un massif endettement irréversible et dans l'insignifiance. Dans cette stratégie globale, la protection des ressources nationales des pays alliés, ou même le maintien des critères de stabilité fixés contractuellement d'une monnaie commune, n'est pas prévue.

En tenant compte de toutes les monstruosités de notre époque, et du fait que nos médias sanctionnés les remanient de manière digeste pour le consommateur ordinaire, nous ne devrions pas perdre de vue les grandes lignes!

Dr Horst A. Hoffmann, Kiel

«Sauver les riches et …»
suite de la page 3

La Fed viole ses propres règles

En effectuant ces prêts, la Fed a violé ses propres règles. A ce moment-là, le capitalisme a cessé de fonctionner. Les banques étaient «too big to fail» (trop grandes pour qu'on les laisse faire faillite) et l'argent des contribuables a remplacé les faillites et la réorganisation du système bancaire. En un mot, on a socialisé le système financier en reportant sur les contribuables les pertes des institutions financières.

Les banques européennes ont été emportées dans la crise financière à la suite de leur achat innocent d'instruments financiers pourris mis sur le marché par Wall Street. Ces produits pourris avaient reçu une note favorable des mêmes agences de notation incompétentes qui ont récemment dégradé les bons du Trésor américains.

L'Union européenne a eu ses propres plans de sauvetage, souvent avec de l'argent américain (prêts de la Fed) au moment où elle couvait une crise supplémentaire qui lui était propre. En intégrant l'Union européenne et en acceptant (à l'exception du Royaume-Uni) une monnaie unique, les Etats membres ont perdu les services créditeurs de leurs banques centrales nationales.

Des milliards pour les banques également aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, la banque centrale peut émettre de la monnaie pour acheter de la dette souveraine. Ce n'est pas possible pour les Etats membres de l'UE.

Lorsque la crise financière du surendettement a atteint les PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne), leurs banques centrales n'ont pas pu émettre un seul euro pour racheter leurs emprunts d'Etats comme l'avait fait la Fed avec le «quantitative easing» («assouplissement quantitatif»). Seule la Banque centrale européenne peut créer des euros et ses statuts et les traités l'empêchent de créer de la monnaie pour racheter de la dette souveraine.

En Europe comme aux Etats-Unis, la politique économique a rapidement consisté avant tout à empêcher les banques d'enregistrer des pertes. Un marché a été conclu avec le gouvernement socialiste de la Grèce, qui représentait les banques et non le peuple, selon lequel la BCE et le FMI violeraient leurs statuts et les traités et prêteraient suffisamment d'argent à la Grèce pour lui permettre de rembourser les banques privées qui avaient acheté ses obligations d'Etat. En contrepartie des prêts accordés par la BCE et le FMI et afin de lever les fonds destinés à les rembourser, le gouvernement grec a dû accepter de vendre à des investisseurs privés la loterie nationale, les ports, les systèmes municipaux de distribution d'eau, un chapelet d'îles qui constituent une réserve nationale et d'imposer en plus au peuple grec de brutales mesures de rigueur: baisses des salaires, des prestations sociales et des retraites, augmentations d'impôts et licenciement de fonctionnaires.

Siège principal de la Réserve fédérale des Etats-Unis à Washington D.C. (photo reuters)

La Grèce va être sacrifiée au profit des banques

En d'autres termes, la population grecque est sacrifiée au profit d'un petit nombre de banques allemandes, françaises et néerlandaises. Contrairement à «leur» gouvernement socialiste, les Grecs considèrent que c'est un mauvais marché et depuis, ils descendent dans la rue.

Jean-Claude Trichet, président de la BCE, a déclaré que les mesures de rigueur imposées à la Grèce étaient un premier pas mais que si elle ne réalisait pas ces objectifs, l'étape suivante consisterait pour l'UE à assumer la souveraineté politique du pays, à établir son budget, à fixer ses impôts et ses dépenses afin de tirer suffisamment d'argent des Grecs pour rembourser la BCE et le FMI de l'argent prêté au pays pour renflouer les banques privées.

En d'autres termes, l'Europe, avec l'UE et Jean-Claude Trichet, est revenue à une forme extrême de féodalisme qui dorlote une poignée de riches aux dépens de tous les autres. *La politique économique de l'Occident est devenue un instrument des riches utilisé pour s'enrichir en réduisant à la pauvreté le reste de la population.*

La Fed continue d'acheter des bons du Trésor

Le 21 septembre, la Fed a annoncé un «quantitative easing» modifié (QE3). Elle allait acheter pour 400 milliards de dollars de bons du Trésor au cours des neuf mois suivants afin de ramener les taux d'intérêt américains à long terme encore davantage en dessous du taux d'inflation et d'augmenter le taux négatif de rendement de l'achat des bons du Trésor à long terme. Les responsables de la Fed prétendent que cela va faire baisser les taux hypothécaires de quelques points et ranimer le marché de l'immobilier.

Ils estiment que le QE3, contrairement à ses prédécesseurs, ne va pas amener la Fed à faire fonctionner la planche à billets afin de monétiser la dette américaine. La banque centrale va tirer de l'argent du rachat des obligations en vendant des participations à des crédits à court terme. Apparemment, elle croit qu'elle peut le faire sans augmenter les taux d'intérêt à court terme parce que lors du débat sur le plafonnement de la dette elle a promis aux banques qu'elle maintiendrait constant le taux d'intérêt à court terme (pratiquement zéro) pendant deux ans.

La nouvelle politique de la Fed

La nouvelle politique de la Fed fera plus de mal que de bien. Les taux d'intérêt sont déjà négatifs. Continuer dans cette voie n'aura pas d'effet positif. Si les gens n'achètent pas de maison, ce n'est pas parce que les taux d'intérêt sont trop élevés mais parce qu'ils sont au chômage ou qu'ils craignent pour leur emploi et qu'ils voient que l'économie ne se redresse pas.

Déjà les compagnies d'assurances ne gagnent plus d'argent sur leurs investissements et sont donc incapables d'accroître leurs réserves pour faire face aux demandes d'indemnisation. La seule solution pour elles consiste à augmenter leurs primes. Le coût des assurances mobilières augmentera plus que ne diminuera celui des hypothèques. Les primes des assurances maladies et auto vont augmenter. La politique que la Fed vient d'annoncer va augmenter plutôt que réduire les coûts de l'économie.

La pauvreté menace d'augmenter

De plus, aujourd'hui, en Amérique, l'épargne ne rapporte rien. En réalité, elle fait perdre de l'argent car le taux d'intérêt est plus faible que le taux d'inflation. Les taux d'intérêt de la Fed sont si bas que seuls les spécialistes qui pratiquent l'arbitrage à l'aide de logiciels algorithmiques peuvent gagner de l'argent. L'épargnant et l'investisseur moyens ne peuvent rien gagner avec les dépôts bancaires, les fonds communs de placement et les emprunts d'Etat ou municipaux. Seules les créances à haut risque comme les emprunts grecs ou espagnols offrent un taux d'intérêt plus élevé que l'inflation.

Depuis quatre ans, les taux d'intérêt – calculés convenablement – ont été négatifs. Les Américains maintiennent leur niveau de vie en mangeant leur capital. Même ceux qui ont des réserves mangent leur blé en herbe. L'état actuel de l'économie fait que le nombre d'Américains qui n'ont pas assez d'argent pour vivre va augmenter. Etant donné l'extraordinaire incompétence politique du Parti démocrate, l'aile droite du Parti républicain, qui s'engage à supprimer l'«income support program» (équivalent approximatif du RMI français), pourrait bien arriver au pouvoir. Si elle applique son programme, les Etats-Unis tomberont dans l'instabilité politique et sociale. Comme l'a dit *Gerald Celente*, «quand les gens n'ont plus rien à perdre, ils se révoltent». •

Source: *www.foreignpolicyjournal.com/2011/09/26/saving-the-rich-and-losing-the-economy/*
(Traduction *Horizons et débats*)

Irlande

People's Movement: «Un référendum sur le MES est nécessaire»

par Titine Kriesi

Le «People's Movement» est un groupe de défense des intérêts civiques irlandais qui lutte pour la protection de la neutralité irlandaise, la défense de la souveraineté du pays et le maintien de la démocratie et de la justice sociale. Le «People's Movement», disposant entre-temps du soutien de 27 parlementaires provenant de divers partis et d'un membre du Parlement européen, lutte en faveur d'un référendum contre le «Mécanisme européen de stabilité» (MES). Il revendique pour tout citoyen le droit de connaître la vérité sans ambages au sujet du MES et les conséquences qu'il entraînerait pour l'économie financière irlandaise dans les décennies à venir.

Jusqu'en 2008, l'Irlande a connu un développement économique florissant. Suite à la crise économique, les entreprises et investisseurs étrangers se sont retirés. Ainsi l'Irlande entra comme premier pays de l'UE dans la récession. En novembre 2010, l'Irlande fut «sauvée», notamment par l'UE et la BCE, un jeu goupillé à l'avance qui chargea l'Etat irlandais de dettes bancaires, et força ainsi la population à s'embourber dans le piège des dettes. D'un jour à l'autre, des queues interminables devant les bureaux du service des chômeurs dominèrent la scène: pas de travail, pas de clients dans les magasins de chaussures et de vêtements. A partir de 2009, près de 500 jeunes Irlandais bien formés, quittèrent chaque mois leur patrie pour s'exiler en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada et ailleurs. Cette année-là, le taux de chômage atteignit plus de 14%. En 2011, il y aura autour de 50 000 exilés, et jusqu'en 2015, on s'attend à un nombre s'élevant à 200 000. Ainsi l'Irlande perdra toute une génération. De tels chiffres évoquent l'époque de la Grande famine de 1845 à 1849, lorsque plus d'un million d'Irlandais furent forcés d'émigrer aux Etats-Unis pendant que, précisément à cette époque-là, les colons britanniques exportèrent vers l'Angleterre plus de froment irlandais que jamais.

Le «People's Movement» initie un référendum contre le MES

Raymund Crotty, historien et économiste irlandais, obtint en 1987 de la Cour suprême l'inscription dans la Constitution d'un article stipulant que tout amendement important de la Constitution européenne nécessitait – préalablement à sa ratification par l'Etat – un complément correspondant dans la Constitution irlandaise, sanctionné par référendum. C'est précisément à cet impératif démocratique que recourt actuellement le «People's Movement», face à l'introduction du MES, en appelant les citoyens à exiger un référendum. En Irlande, tout refus d'un tel référendum par le gouvernement enfreindrait de manière flagrante l'arrêt Crotty. Le Mouvement estime que la proposition de l'UE d'introduire le MES met gravement en question l'indépendance économique et la démocratie de l'Etat, valeurs en cours de disparition au sein de l'UE. Selon le «People's Movement», le MES est très dangereux pour les citoyens irlandais et pour les droits démocratiques de tous les autres pays membres. Comme toute modification des traités européens est soumise à la ratification par tous les 27 pays membres de l'UE, il suffirait que l'Irlande et quelques autres membres disent non pour faire échouer le MES. Selon le «People's Movement», l'UE s'apprête à couper court à tout référendum au sein des pays membres, ce qui le fait se battre avec d'autant plus d'acharnement en faveur d'une consultation populaire, tout en espérant trouver encore davantage de soutien.

Le «People's Movement» part de l'idée que la question du référendum sera débattue, cette année encore, au Parlement irlandais. •

Dublin, capitale de l'Irland. «Depuis 1987, un article nouveau de la Constitution stipule que tout amendement important de la Constitution européenne nécessitait – préalablement à sa ratification par l'Etat – un complément correspondant dans la Constitution irlandaise, sanctionné par référendum.» (photo wikimedia)

Des membres du Parlement irlandais et du Parlement européen revendiquent un référendum

Communiqué de presse du mouvement populaire «People's Movement Gluaiseacht an Phobail» du 22/9/11

26 membres du Parlement irlandais et un député du Parlement européen se sont joints au «People's Movement» (qui s'était déjà engagé lors des deux référendums contre le *Traité de Lisbonne)* pour revendiquer la possibilité, pour les citoyens irlandais, de se prononcer en dernière instance sur le traité établissant un fonds permanent de la zone euro qui sera contraignant aussi pour l'Irlande.

Une lettre des membres parlementaires, appartenant à divers partis et des indépendants, déclare que le traité prévu subordonne explicitement les intérêts de l'Irlande à la stabilité de la zone euro toute entière et que les implications et conséquences du MES pour le pays sont presque entièrement évincées par les médias.

Dans une prise de position *Kevin McCorry,* porte-parole du «People's Movement», déclare que le gouvernement doit dire la vérité sur le traité établissant le «Mécanisme européen de stabilité» (MES), signé le 11 juillet 2011 par le ministre des Finances *M. Noonan,* et qui exige de l'Etat de débourser «de manière irrévocable et inconditionnelle», à partir de 2013, 11 milliards d'euros pour la création d'un fonds de la zone euro. Ce traité inclut la possibilité d'exiger à l'avenir des sommes supplémentaires.

Le «People's Movement» demande également au parti *Fianna Fáil* de s'expliquer sur le fait qu'il soutient, de toute évidence, le gouvernement à faire cet amendement du traité européen en catimini.

Vu l'état actuel de notre économie nationale, a ajouté McCorry, il est raisonnable que la population soit au courant de tous les détails des coûts et des conséquences futures pour le pays, au cas où l'Irlande serait contrainte de solliciter un nouveau prêt, pour pouvoir répondre à ses échéances liées aux 1,27 milliards d'euros initiaux et aux 11 145 400 000 euros futurs. Et d'ajouter, qu'il lui semblait que toutes les personnes impliquées paraissaient carrément heureuses de pouvoir contraindre le peuple à de telles obligations. Quelles garanties peuvent-ils nous donner que tout cela profitera au pays?, a-t-il demandé.

Même si l'Etat recevait un soutien financier du MES, les dispositions concernant les «conditions rigides» ne connaissent pas de limites; il se peut d'ailleurs qu'elles aient été complétées en vue du fait que le traité subordonne les intérêts de l'Irlande à ceux de la «stabilité de la zone euro comme entité». Tout cela signifierait un régime d'austérité totale pour des décennies.

Au profit de qui? Certainement pas de celui du peuple irlandais.

(Traduction Horizons et débats)

Marchés et respect de la subsidiarité

Un document du Conseil pontifical «Justice et paix» demande une réforme du système financier international

ROME, 24 octobre 2011 (ZENIT.org) – Le Conseil pontifical «Justice et paix» s'est prononcé ce lundi dans un document intitulé «Pour une réforme du système financier et monétaire international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle». On y propose la création d'une institution internationale «super partes» dotée de statuts acceptables par tous. Elle serait autorisée à réguler les marchés financiers internationaux et serait au service non de la spéculation mais de l'économie réelle et de la personne humaine en préservant le principe de subsidiarité.

Ce document a été présenté au Bureau de presse du Vatican par le Cardinal *Peter Kodwo Appiah Turkson*, président du Conseil pontifical «Justice et paix», par le secrétaire, *Mgr Mario Toso,* et par *Leonardo Becchetti*, professeur d'économie politique à l'Université romaine «Tor Vergata».

Mgr Toso a expliqué que le document était «une nouvelle interprétation de la grave crise économique et financière actuelle qui n'a pas seulement des origines éthiques, mais avant tout idéologiques».

«Les vieilles idéologies appartiennent au passé», a déclaré le secrétaire Mario Toso, «mais il y en a de nouvelles qui ne sont pas moins dangereuses pour le développement global de la famille humaine. Elles ont une influence négative sur le système financier et monétaire international et global, provoquent des inégalités par rapport à un développement économique durable ainsi que de graves problèmes de justice sociale, ce qui représente un fardeau surtout pour les personnes les plus faibles. Il s'agit de nouvelles idéologies néolibérales, néo-utilitaristes et technocratiques qui, en réduisant le bien commun aux aspects économiques, financiers et techniques, mettent en danger l'avenir des institutions démocratiques elles-mêmes».

Le Cardinal Turkson a déclaré que le document allait être présenté au Sommet du G20 des 3 et 4 novembre à Cannes. Il propose «une réforme du système financier et monétaire international grâce à la création d'une autorité de surveillance mondiale».

Il s'agit d'une proposition qui n'implique pas «un élargissement de l'actuel G7 en un G20», a-t-il ajouté, car «ce serait une solution peu satisfaisante».

D'après le document, «le G20 ne correspond pas à la logique de l'ONU car il manque de légitimité et d'un mandat politique de la communauté internationale».

Le document propose la création d'une autorité mondiale «super partes» habilitée à prendre démocratiquement des décisions et des sanctions en conformité avec la loi.

Une telle mutation ne peut pas s'effectuer sans «un multilatéralisme et une perspective de paix et de développement durable».

Mgr Toso a souligné le fait que le document décrit les marchés financiers comme un bien public qu'il ne faut pas diaboliser, même s'il faut le réformer.

En réaction à quelques éléments particuliers des recherches des «indignés», le Président a pris ses distances à l'égard de certains résultats et a rappelé que la «base était la doctrine sociale de l'Eglise et l'essentiel la dignité de l'être humain».

Lors des questions et réponses, Mgr Toso a déclaré qu'il ne s'agissait pas de «créer un monstre», mais un organisme directeur accepté par tous, car «notre problème aujourd'hui est qu'on ne veut pas voir qu'un petit nombre de personnes décident pour les autres.»

L'objectif est d'encourager des «marchés libres et stables, disciplinés par un cadre juridique adéquat, orientés vers le développement durable et le progrès social pour tous et inspirés par les valeurs d'amour et de vérité.»

A propos de la difficulté de traduire le mot «governance», le Cardinal Turkson a expliqué qu'on ne pensait pas à un «gouvernement mondial», mais à une autorité «qui remplit une fonction de pilotage et respecte la souveraineté de chaque peuple».

Le président du Conseil pontifical a rappelé que le document se situait dans la ligne des encycliques «Pacem in terris», de «Populorum progressio» et de «Caritas in veritate» et a conclu avec les paroles de Benoît XVI: «La crise nous oblige à reconsidérer notre itinéraire, à nous donner de nouvelles règles et à trouver de nouvelles formes d'engagement, à miser sur les expériences positives et à rejeter celles qui sont négatives.» •

(Traduction *Horizons et débats*, d'après la traduction de ZENIT de l'original italien)

Le pays a besoin d'une meilleure école

ah. Qu'il s'agisse des comparaisons internationales PISA,[1] de l'étude TIMSS[2] ou des tests nationaux destinés à comparer les résultats des élèves, toutes ces recherches veulent comparer ce qui n'est pas comparable. Les situations culturelles des pays européens, les systèmes éducatifs, les programmes sont trop différents pour que l'on puisse les comparer avec des moyennes statistiques. Les élèves suisses de 15 ans abordent telle matière avant et telle autre après les élèves allemands ou français du même âge. Qu'est-ce que ces statistiques nous apprennent sur la qualité de l'enseignement? Et pourtant on mesure tous les élèves à la même aune. Le problème réside donc dans la méthode, mais également dans l'intention qui se cache derrière ces tests. La tentative de mesurer les systèmes scolaires au moyen de normes internationales ne tient pas compte des différences de cultures, de systèmes politiques, de traditions éducatives, d'intérêts et de besoins des différents pays et les réduit à des normes européennes. S'agit-il sérieusement d'améliorer l'école, ses contenus et ses méthodes ou d'affaiblir la souveraineté des Etats nations en matière d'éducation afin de créer un espace économique et scolaire européen obéissant aux diktats de la Commission européenne et de l'OCDE? Le Rapport 597 de l'Université de Brême conclut que les comparaisons internationales des enquêtes PISA et la réforme de Bologne sont des instruments de «soft power» qui ont permis aux pays européens de transformer l'Etat («transformation of state») notamment au moyen de normes communes («standard setting»). L'auteure du Rapport s'étonne que la Suisse, avec sa démocratie directe solide, ait opposé si peu de résistance.[3] En introduisant en 2005 les articles sur l'éducation dans la Constitution, on a effectivement réduit les compétences des cantons et augmenté considérablement celles de la Confédération en matière d'éducation de manière à ce que le système scolaire suisse puisse être unifié conformément aux normes européennes.

Dans de nombreux pays d'Europe, le «choc» PISA de 2000 a déclenché une vague de réformes et entraîné une soumission obséquieuse à l'UE et à l'OCDE. Des Länder traditionnellement conservateurs comme le Bade-Wurtemberg et la Bavière, qui ont obtenu de très bons résultats, ont pourtant été contraints d'adopter les normes scolaires de l'UE et de procéder aux mêmes réformes que les Länder qui avaient obtenu de mauvais résultats. Des réformes alors qu'on obtient les meilleurs résultats? Est-ce logique? Qu'il s'agisse de choisir entre la division du secondaire en trois types d'établissements (Gymnasium, Realschule, Hauptschule) et le collège unique (Gesamtschule), entre l'enseignement collectif et l'enseignement individualisé, entre l'apprentissage constructiviste et l'apprentissage guidé, etc., on se livre toujours à de vaines disputes plutôt qu'à des discussions scientifiques ouvertes et réfléchies sur ce que le système scolaire et l'enseignement devraient être pour le bien des élèves.

Le fait est que – malgré tous les progrès accomplis ces dernières années – nous pouvons parler de situation désastreuse de l'école. Les élèves ne possèdent pas de connaissances de base systématiques en mathématiques et en sciences, ils ne maîtrisent pas leur langue, ils manquent de culture générale et la situation ne cesse d'empirer. Ceux qui se destinent aux études universitaires ne possèdent pas le bagage nécessaire. Les universités et les hautes écoles ont introduit des examens d'entrée parce qu'elles ne peuvent plus compter sur le fait que les élèves des écoles secondaires ont obtenu les résultats nécessaires. On peut en conclure que le système éducatif ne fonctionne plus comme un tout structuré dans lequel chaque degré peut se reposer *systématiquement* sur le précédent (le secondaire sur le primaire et le supérieur sur le secondaire). Comment s'étonner alors que l'on manque d'ouvriers qualifiés et d'ingénieurs?

Les raisons de cet échec sont certainement diverses. Mais PISA, TIMMS et les autres études statistiques – c'est dans leur nature – ne nous sont d'aucun secours car elles ne nous apprennent rien sur les raisons de cette situation catastrophique ni sur les moyens d'y remédier.

A la fin des années 1990, lorsque le *processus de Bologne* a débuté, on a déclaré fièrement qu'il représentait pour l'école un changement de paradigme capital orienté vers l'avenir: on abandonnait la tradition fondée sur l'*input* pour passer à une conception fondée sur l'*output*. C'est-à-dire que les contenus et les méthodes d'enseignement ne devaient plus reposer sur le caractère systématique des domaines du savoir, par exemple la science physique pour les contenus et les méthodes de l'enseignement de la physique (input), mais sur les compétences que les élèves devraient posséder pour s'imposer sur le marché (output).

Certes, personne ne s'oppose à ce qu'on forme des jeunes compétents ni à ce qu'ils accomplissent des tâches qualifiées dans nos entreprises. Mais là où il n'est question que d'outputs fragmentaires axés sur l'application et les marchés, il manque l'input scientifique systématique qui pourrait conduire à une construction logique et intériorisée du savoir. A cela s'ajoute le fait que l'acquisition d'un savoir systématique n'est possible que dans un *système* scolaire qui aide à construire le savoir depuis ses bases jusqu'aux phénomènes plus complexes, de degré en degré. Ce n'est possible que si l'on tient compte d'inputs relevant de la pédagogie et de la psychologie développementale qui nous renseignent sur ce qu'un enfant de tel ou tel âge est capable d'assimiler afin de pouvoir, au cours de son développement, passer du simple au complexe et ainsi intérioriser une représentation du savoir systématique. Pour cela, il a besoin d'un matériel pédagogique et de méthodes d'enseignement qui permettent d'acquérir étape par étape, au cours des années et des degrés scolaires, des connaissances systématiques.

Depuis longtemps, on ne parle plus d'*éducation* mais uniquement de *compétences* axées sur l'action et l'application que l'on peut mesurer selon des normes. Est jugé bon et juste ce qui est utile pour s'imposer sur le marché. Ce concept anglo-saxon utilitariste et néolibéral qui a été imposé à grands frais dans les pays européens par la *Fondation Bertelsmann* est diamétralement opposé à la tradition scolaire européenne.

La question est de savoir pourquoi nous avons permis avec tant d'insouciance qu'on nous prive de notre système éducatif européen qui passait jusqu'ici pour exemplaire dans le monde; pourquoi nous avons si docilement accepté les normes de l'UE et de l'OCDE; et pourquoi nous avons laissé saper notre excellent système scolaire au point que la Suisse, comme l'Allemagne, manque d'ouvriers qualifiés et d'ingénieurs compétents.

L'éducation est davantage que la transmission d'un savoir et de compétences fragmentaires où seul compte l'output mesurable. Elle consiste – en s'appuyant sur la pédagogie et le savoir spécialisé – à structurer chez l'individu un ordre mental et affectif qui a un sens. Le fondement de l'éducation, c'est l'*homme en tant que personne* avec toutes les facultés qui lui permettent de connaître le monde et de l'organiser de manière responsable pour lui et autrui. Au centre de l'éducation, il y a également l'*homme en tant que citoyen* d'une collectivité nationale démocratique qu'il contribue à organiser et dont il est coresponsable.

Récemment, dans un article de la «Frank. furter Allgemeine Zeitung», un philologue déplorait la disparition de l'enseignement de la littérature. A son avis, celui-ci est devenu un entraînement à la lecture, à la recherche d'informations sémantiques conformément aux normes du *Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL)* fondé sur le modèle des compétences commucatives. L'enseignement de la littérature n'est plus, essentiellement, qu'un enseignement de la communication visant à faire maîtriser des situations de communication extérieures.

Ainsi, on néglige l'éducation de l'intériorité des adolescents à travers la littérature. C'est ce que disent aussi maintenant les auteurs du CECRL et ils le déplorent. Or c'est l'enseignement de la littérature qui se prête le mieux à l'éducation de la personnalité car elle apprend aux jeunes à connaître de l'intérieur différentes conceptions de la vie, différentes valeurs, ce qui leur permet de développer leur aptitude à l'empathie. Ils apprennent à comprendre les valeurs et les conflits humains à travers l'univers intime des personnages et à élaborer des solutions. La littérature peut éduquer ce que les individus ont de plus profond et les amener à réfléchir à la justice, à la responsabilité et au sens de la vie.

Mais, comme en mathématiques, en informatique, en sciences et en technique, il faut une structure systématique. On commence par apprendre tout simplement à écrire et à lire, à comprendre des histoires faciles pour finir par aborder les grands sujets de la littérature mondiale.

Les jeunes se rendent compte qu'actuellement, on ne les prend pas au sérieux en tant que personnes. «Nous ne voulons pas être réduits au rôle de chasseurs de *crédits,*[4] déclare une étudiante, nous voulons réfléchir en tant que personnes sociales et que citoyens de notre pays et assumer des responsabilités.» Ils veulent être encouragés et jouer un rôle en tant que personnes sociales et que citoyens. Ils veulent être qualifiés dans leur profession. Mais pour cela, ils ont besoin avant tout d'un savoir spécialisé bien structuré qui leur permette d'exercer leur métier de manière sérieuse et responsable. Or ils se rendent compte que le système éducatif actuel, utilitariste et axé sur l'output, ne leur offre pas cela.

Alors que faire? Voici quelques modestes suggestions pour le débat. Tout d'abord, il faudrait abandonner le centrage de l'école sur les normes transnationales de l'UE et de l'OCDE et revenir à une dimension nationale et économique de l'école qui soit mieux orientée vers les besoins des PME régionales afin qu'elles retrouvent des ouvriers et des ingénieurs qualifiés. Et, parallèlement, il faut abandonner l'enseignement axé uniquement sur l'output au profit d'un enseignement axé sur l'input où prédominent les critères scientifiques (et naturellement aussi pédagogiques). Les programmes, les contenus et les méthodes doivent se conformer davantage au caractère systématique des sciences de manière à permettre une acquisition du savoir adaptée à l'âge des élèves et aux différents degrés scolaires. Cela veut dire qu'il faut coordonner les programmes d'un degré à l'autre. Nous avons de nouveau besoin d'un *système* éducatif dans lequel tous les types d'école et les degrés scolaires s'imbriquent les uns dans les autres. C'est le seul moyen de structurer le savoir à partir des bases pour aboutir aux phénomènes complexes. En outre, et c'est important, au centre de l'enseignement on devrait trouver non pas des normes internationales figées mais des communautés élèves-maîtres dirigées par des enseignants dont l'autorité est fondée sur les connaissances, qui aiment leur métier et savent allier judicieusement l'apprentissage guidé et l'apprentissage fondé sur les découvertes des élèves.

Pourquoi ne pas reprendre les anciens manuels et voir comment on procédait autrefois … lorsque la Suisse pouvait encore être fière de ses constructeurs de ponts et de tunnels, de ses ouvriers qualifiés et de ses ingénieurs compétents? •

---

[1] PISA = Programme for International Student Assessment (Programme international pour le suivi des acquis des élèves)

[2] TIMMS = Third International Mathematics and Science Study (*Troisième* étude internationale sur les mathématiques et les sciences)

[3] Bieber, Tonia: Soft Governance in Education. The PISA Study and the Bologna Process in Switzerland (TranState Working Papers, No 117), Bremen

[4] ECTS = European Credit Transfert System (Système européen de transfert et d'accumulation de crédits)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.–

❏ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.–

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.–

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.–

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Beaucoup d'écoliers ne savent plus écrire

Des réformes douteuses élargissent le désert culturel

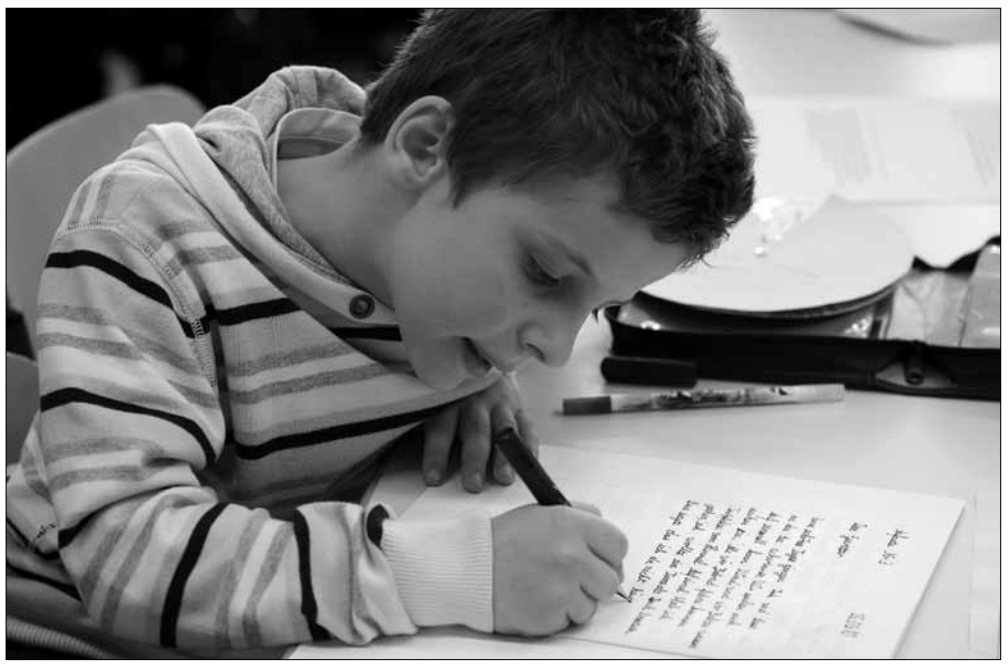
par Heike Schmoll

Dans les quatre premières années scolaires, les enfants doivent normalement apprendre les techniques culturelles fondamentales de manière à ce qu'ils puissent passer dans une autre école – pourtant cela ne réussit pas.

A Hambourg, l'écriture de base n'est pas introduite, du moins cette année scolaire, mais quelques directeurs d'écoles semblent déjà trépigner d'impatience. En Bade-Wurtemberg, une expérience scolaire commence au début de la nouvelle année avec quelques écoles primaires, une introduction obligatoire est discutée, et l'Association parentale bavaroise commence également à s'enthousiasmer pour l'écriture de base. Apparemment, il s'agit d'une mission suicide de politique scolaire insensée, que l'on pourrait déjà regretter dans quelques années, lorsque les conséquences en apparaîtront.

Lorsque récemment une famille a déménagé avec son fils – qui était jusque-là en première classe – de Berlin à Kleinmachnow à la campagne, elle a ressenti la différence au niveau scolaire que faisaient ces deux kilomètres entre la capitale et le Land de Brandebourg. Le fils, qui n'avait appris que l'écriture en caractères d'imprimerie, ne pouvait pas lire au tableau ce que l'enseignant écrivait au moyen de l'écriture cursive dans la deuxième classe à Brandebourg. C'est seulement après une grande résistance que l'école brandebourgeoise a autorisé les parents à renvoyer leur enfant en première classe. Au plus tard, de tels exemples pourraient en fait montrer comment les plans du sénateur de l'Ecole de Hambourg – qui a du reste de plus grands problèmes scolaires à résoudre que d'introduire des réformes douteuses à l'école primaire, qui élargissent en tout cas le désert culturel – sont peu fondés pour l'école primaire.

En Bavière, il est normal de s'approprier les deux manières d'écrire: En première classe, les enfants commencent à apprendre les lettres en écriture de base ou d'imprimerie, en deuxième classe, ils apprennent l'écriture cursive. Toutefois, lors de l'apprentissage de l'écriture de base, on fait attention à l'orthographe correcte, afin que l'image écrite s'imprègne optiquement. En général, les élèves de l'école primaire bavaroise – comme ceux du Bade-Wurtemberg, de la Thuringe et de la Saxe – connaissent également l'orthographe à la fin de la quatrième classe. Partout où l'écriture phonétique est pratiquée – et cela peut aller jusqu'à la fin de la quatrième classe – c'est-à-dire là où les enfants écrivent les mots exactement comme ils les entendent, où ils mémorisent encore les mots incorrects écrits au tableau et où la correction est entamée seulement à la fin de l'école primaire, ils ont de grosses difficultés en orthographe. Dans une telle classe à Hambourg, seul un élève était capable de lire couramment. Cependant, il n'avait pas non plus compris le sens du texte. Des exemples venant de classes entières, qui sont en possession de ce journal, montrent les différences.



«L'école primaire ne doit pas devenir un champ permanent d'expérimentation de méthodes très différentes et non éprouvées.» (photo caro)

A la question de savoir pourquoi on peut s'intéresser à un journal, une élève de quatrième classe de Brême a répondu: «Pacqu'on peu apprendre du chournal. Et je voudrai devenir reportaire. Ces passionnant de lire dans le chournal. Pacqu'il y a des affères passionnantes dedans.» Un autre élève répond: «Parce que cella fait du plésir.» Ces textes ne sont pas particulièrement ratés: Dans deux classes de quatrième à Brême, il n'y a pas un seul élève qui écrive sans faute. On ne peut que spéculer sur la méthode promettant la guérison qui a conduit les élèves dans le malheur. Il est certain qu'ici des classes entières échoueront dans les établissements d'enseignement secondaire du fait de leur incompétence à écrire et à lire. Les ministres de la Culture sociaux-démocrates semblent s'en douter, voire même le savoir, car en tout cas, ils ont veillé à ce que l'orthographe soit mise à part dans le test de comparaison de l'école primaire *Iglu*. L'orthographe est testée seulement sur un échantillon national, dont il ne ressort pas quels résultats ont obtenu les différents Länder. L'ancien chef de l'office bavarois *Josef Erhard* leur a signifié à ce propos, lors de la conférence des ministres de la Culture, qu'ils auraient seulement peur de se ridiculiser. Apparemment, il a eu raison.

Car celui qui regarde des textes d'une troisième classe de la Thuringe trouvera des textes presque sans faute, avec un vocabulaire largement plus riche et écrits convenablement. Le sénateur de l'Education de Brême, *Mme Jürgens-Pieper* (SPD), a déclaré à travers son institution que les textes des élèves de Thuringe sont purement et simplement un plagiat. Une tentative de l'*Institut pour l'objectivation du processus d'examen et d'apprentissage* (IZOP) d'Aix-la-Chapelle, dans le but d'éliminer à Brême et environs les déficits en lecture et en orthographe par un propre *entraînement en lecture et en écriture* (Lese- und Schreibtraining, LuST), n'a pas été soutenue par le sénat scolaire, mais par une agence privée de conseillers. Lors de cet entraînement, les enfants dessinent des mots dans des espaces en creux sur le papier et agrandissent ainsi leur vocabulaire de base de manière considérable.

Le vocabulaire de base, qui doit être maîtrisé en fin de quatrième classe, a été successivement réduit dans tous les Länder. Il s'élève à environ 700 mots, et bien des Länder – par exemple Berlin – ne l'ont rendu obligatoire que cette année ou y renoncent complètement. C'est pourquoi, l'*Entraînement en lecture et en écriture LuST* est toujours lié à un journal local, dans lequel un texte est imprimé quotidiennement, et que les élèves peuvent lire avec le vocabulaire appris jusque-là. De telles tentatives de réparation sont tout à fait honorables, cependant elles seraient évitables si l'école primaire ne devenait pas un champ permanent d'expérimentation de méthodes très différentes et non éprouvées.

L'abus de l'attestation de légasthénie fait partie des stratégies les plus absurdes pour éviter d'apprendre à écrire à l'école primaire, et aussi au collège ou au lycée. Cela vaut en particulier pour le Land du Schleswig-Holstein, où les enseignants de lycée s'étonnaient, il y a des années déjà, que dans une classe de septième d'un lycée, presque un tiers de tous les élèves était reconnus comme dyslexiques. Cela veut dire que l'on constate officiellement qu'ils ne savent pas lire et écrire de façon correspondante à leur âge, mais on ne se demande pas ce qui s'est mal déroulé les années scolaires antérieures, pour qu'ils en arrivent là. C'est pourquoi on ne doit pas tenir compte, dans la notation de leurs performances en orthographe aussi bien en allemand que dans les langues, et ceci jusqu'en dixième classe. Après, les instruments d'aide comme le dictionnaire et les logiciels d'orthographe sont permis.

Les vrais dyslexiques, qui ont des difficultés permanentes en lecture et en écriture, conditionnées génétiquement et qui représentent environ 4% de la population, ont vraiment besoin d'une telle règle. Ils ont été assez longtemps isolés sous prétexte d'idiotie ou d'incapacité d'apprendre. Cependant, c'est dans leur intérêt que les barrières pour l'attestation officielle de la légasthénie restent hautes, afin que des élèves incapables d'écrire ou ne voulant pas écrire ne puissent pas se procurer une telle attestation. Alors qu'en Bavière lors de l'entrée dans l'école supérieure on doit présenter une attestation d'un médecin spécialiste en psychiatrie pour enfants et adolescents, que le psychologue scolaire compétent au niveau régional doit reconnaître les difficultés en écriture et en lecture, et que le rapport du médecin spécialiste doit être confirmé ou renouvelé, les écoles du Schleswig-Holstein peuvent elles-mêmes établir une attestation pour la légasthénie. C'est pourquoi le pourcentage de dyslexiques est élevé proportionnellement. Le ministre de la Culture confirme qu'il s'élève à 13% des élèves. Le taux est ainsi trois fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population ou celui des autres pays.

Aussi longtemps qu'il y aura dans de nombreux Länder encore de telles possibilités d'esquiver le véritable apprentissage de la lecture et de l'écriture, le groupe des prétendus élèves à risque, qui ne dépassent pas le niveau primaire dans les techniques culturelles fondamentales, ne diminuera pas. Il se situe toujours à 18% en Allemagne. Ce n'est pas seulement un désastre au niveau de l'économie nationale, mais une déclaration de banqueroute de l'école primaire, une carence qu'aucun établissement d'enseignement secondaire ne peut combler. •

Source: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 1/9/11.
© Tous droits réservés à la Frankfurter Allgemeine Zeitung GmbH, Francfort. Mis à disposition des archives de la Frankfurter Allgemeine.

(Traduction *Horizons et débats*)

Courrier des lecteurs

«Comment pose-t-on les bases de la pensée mathématique?»

L'article, qui a analysé et comparé de façon nuancée les manuels scolaires de mathématiques utilisés actuellement (*Horizons et débats* nº 36 du 12/9/11) est un grand bienfait. Il m'explique en grande partie les problèmes que mes élèves amènent des classes inférieures.

En tant que pédagogue spécialisée et enseignante d'école primaire expérimentée, les élèves me sont d'ordinaire confiés dans leur troisième ou quatrième année scolaire. Les trois premières années, ils ont travaillé avec le «Zahlenbuch» ou maintenant avec le nouveau manuel de mathématiques intitulé «logisch». Je remarque de plus en plus souvent que la notion des nombres jusqu'à 20 n'est pas existante et que le passage de la dizaine n'a pas été introduit soigneusement et suffisamment exercé. Ainsi il manque aussi une structure claire dans l'espace jusqu'à 100. Les élèves font beaucoup de fautes de calcul suite à leur manque d'exercice et de savoir comment aborder les calculs. Ils vivent dans la confusion. Ils ne sont absolument pas sûrs dans leur livret. D'ordinaire je dois d'abord élaborer le passage de la dizaine dans l'espace de 20 pour pouvoir en suite développer de manière structurée l'espace de la centaine et du millier. Par une instruction systématique à petits pas, qui inclut des phases d'exercices approfondies, les enfants s'approprient peu à peu l'espace des chiffres. Ils se calment et ont toujours davantage de plaisir à faire leurs calculs.

Les élèves faibles sont spécialement délaissés par ces manuels. Ils auraient spécialement besoin d'une structure claire, développée petit à petit, avec un nombre d'exercices suffisants. Ainsi maint élève en classe spéciale, voire élève «libéré du but d'étude» pourrait être bien intégré dans la classe normale avec un peu de soutien supplémentaire.

Il y a trois ans, la petite fille de mes voisins, qui était en deuxième année, est venue chez moi pour apprendre les mathématiques. Selon sa mère, elle devait être testée parce qu'elle avait des problèmes en mathématiques et qu'elle était trop lente. Elle amena son manuel de mathématiques, le «Zahlenbuch». A la page, sur laquelle ils travaillaient à l'école, on présentait trois différentes approches pour résoudre une opération arithmétique. En tant qu'élève il fallait en choisir une. Aucune n'était exercée. Il était évident que la petite fille nageait déjà dans l'espace de la centaine. Il n'a pas fallu grand-chose pour qu'elle acquière vite de la sûreté et aujourd'hui elle est une bonne élève de cinquième. Il n'était plus question de faire des tests.

Récemment sa sœur cadette est aussi venue chez moi pour apprendre. En troisième, elle a obtenu une jeune enseignante, qui avait déjà voulu l'inscrire chez le psychologue scolaire après sept semaines d'école. Elle trouvait qu'elle était trop lente et avait des problèmes en mathématiques. La fillette apporta son manuel de mathématiques intitulé «logisch», dans lequel la classe était en train de travailler dans l'espace du millier. Quand on feuillette ce livre, on est complètement embrouillé déjà en tant qu'enseignant: Pas de structure, un mélimélo total. Comment les élèves ayant déjà une petite incertitude peuvent-ils y trouver une orientation et gagner de la confiance en soi? Ce n'est pas acceptable qu'uniquement 20% de nos enfants puissent trouver une voie pour travailler avec ces manuels et que les 80% restants passent à travers les mailles et ne puissent pas apprendre correctement les mathématiques.

Les jeunes enseignants sont eux aussi délaissés. Dans leur formation, ils n'ont plus d'introduction solide dans la didactique des mathématiques, et dans leur pratique ils n'ont que les nouveaux manuels à leur disposition. Ils n'ont eux-mêmes pas d'idée comment développer solidement la notion des chiffres et n'ont pas d'expériences auxquelles ils pourraient recourir.

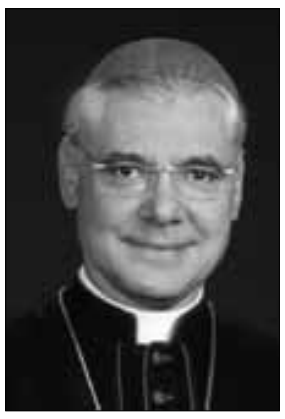
Pour nos élèves et pour nous enseignants, il est urgent d'avoir à nouveau des manuels raisonnables à disposition. Avec peu d'effort on pourrait rééditer les anciens manuels de mathématiques bien structurés, qui ont fait leur preuve. Ainsi les enfants retrouveraient du plaisir à apprendre les mathématiques, et l'intérêt pour les professions techniques et scientifiques pourrait de nouveau être éveillé.

M. T.

«Construire sa vie avec élan et optimisme»

Le travail avec les jeunes de l'église

Un entretien avec Gerhard Ludwig Müller, Evêque de Ratisbonne



Gerhard Ludwig Müller (photo mad)

Horizons et débats: Monsieur l'Evêque, dans quelle mesure, dans le travail avec les jeunes de l'église, des dangers actuels tels que les drogues et la consommation exagérée de médias sont-ils thématisés?

Monsieur l'Evêque Gerhard Ludwig Müller: Nos enfants et adolescents font partie de ce monde dans lequel nous vivons tous. Vous ne devez pas vous imaginer que les jeunes organisés dans le diocèse représentent une antithèse absolue de la société. Ils viennent en partie de familles où ils subissent de la violence. D'autres vivent la séparation de leurs parents ou viennent de familles recomposées et sont tiraillés d'un côté à l'autre. Et l'on trouve bien d'autres choses auxquelles ont ne réfléchit souvent pas parce on ne les considère que comme des problèmes techniques: Lorsque par exemple les adolescents sont transférés dans des écoles centralisées à 15 km de leur domicile. Qu'est-ce que cela signifie du point de vue psychologique et socio-psychologique? La conséquence est souvent un manque de racines dans leur lieu d'origine parce que on ne prend pas en considération les sentiments des adolescents.

Je n'attends pas grand'chose de ces politiciens qui ne s'occupent pas des conséquences psychologiques mais seulement des problèmes d'organisation. Parfois on dit: «Bon, les parents y sont contraints – ou bien la mère qui élève seule son enfant est dans la nécessité – de confier son enfant à l'école toute la journée.» Mais, la question ne pourrait-elle pas être posée autrement: Qu'est-ce que nous faisons pour que la *situation de travail des pères et des mères puisse être organisée de façon adaptée aux familles et aux enfants?*

Le contact entre la mère et l'enfant doit être intensif et adapté à l'âge. Plus l'enfant est petit, plus le contact doit être intensif. Mais dans le débat public on ne s'en rend souvent pas compte. C'est une des causes de la violence et du vide intérieur qui devrait, ensuite, être comblé avec les drogues etc. Comme réaction, on exige l'engagement de psychologues à l'école. Mais, ainsi on ne fait que traiter les symptômes. Lorsqu'il est déjà bien trop tard et que l'enfant est tombé dans le puits, on met en oeuvre les grands programmes pour couvrir le puits au lieu de se demander où sont les causes, les racines de tout ça? De la violence gratuite contre d'autres personnes comme nous la rencontrons dans les rames du RER et dans les gares. Moi-même, dans le centre-ville de Ratisbonne, je rencontre des adolescents complètement alcoolisés. On n'a qu'à parcourir les rues pendant le week-end pour s'apercevoir des conséquences néfastes: La beuverie jusqu'au coma, jusqu'à perdre conscience, sans égards envers sa propre santé, le voisinage ou la famille. Des jeunes gens qui se détruisent eux-mêmes, qui n'ont pas de vraies amitiés mais uniquement des copains de beuverie.

Ou bien aussi le comportement dans la sexualité, dans les rapports des sexes entres eux. La sexualisation exagérée de la société réduit l'attachement de l'être humain et rend impossible, en dernière conséquence, la rencontre personnelle dans l'amour. L'amour personnel et les rencontres n'ont pas de profondeur. Quelle dette envers la jeunesse!

Celui, cependant, qui ose nommer les conséquences négatives de ce qui nuit à la société se fait vite taxer de moraliste. Surtout par ceux qui font les grands profits avec le sexe, les drogues et l'alcool. Ceux qui corrompent l'être humain nous désignent comme «apôtres de la moralité», bien que pour eux l'être humain ne compte pas. On veut détruire les adolescents en se remplissant les poches.

Enfants et adolescents dans l'évêché de Ratisbonne

La plupart des chiffres ci-dessous ont été relevés en décembre 2010. Quelques-uns uniquement datent de 2008. D'après les indications de l'évêché les chiffres n'ont pas beaucoup changé depuis lors.

Le diocèse Ratisbonne a comme associations de jeunes:

- KLJB (Mouvement catholique de jeunes ruraux) avec environ 11 000 membres
- Jeunesse Kolping avec 4752 membres
- DPSG (Scouts allemands de St. George) avec 2490 membres
- PSG (Scouts filles de St. Georges) avec 575 membres
- KJG (Jeune paroisse catholique) avec 954 membres
- KSJ (Jeunes catholiques étudiants) avec 105 membres
- J-GCL (Communauté de la vie chrétienne) avec 301 membres
- CAJ (Jeunesse ouvrière chrétienne) avec 129 membres
- DJK (Forces de jeunesses allemandes) 15 434 membres

En plus, dans le diocèse, il y a 32 826 enfants de chœur, en partie loin au-delà de l'âge de 18 ans. En 2009, on comptait dans le diocèse de Ratisbonne 293 912 enfants et adolescents catholiques entre 6 et 26 ans, dont 107 645 sont concernés par des offres régulières de l'église (C'est-à-dire au moins une fois par mois). Cela correspond à 37 %.

C'est aussi de ce côté que vient la tentative de détruire l'église catholique comme instance morale, d'après le principe: «Occupez vous de ce qui vous regarde! Il y en a aussi..., bien que peu d'entre eux…, mais nous rendons responsable tout le monde.» Si l'on considère l'ensemble de la campagne, avec les faiseurs d'opinion qui se sont tout spécialement distingués, on se rend compte qu'il ne s'agit pas du tout de considérer les victimes comme êtres humains.

Mais lorsque cela vient de leurs rangs on pardonne tout. Pour cette raison il faut bien faire la distinction entre les ignobles cas d'abus et l'instrumentalisation de tout cela, la campagne qui a pour but de détruire l'église catholique en tant qu'instance morale.

Daniel Cohn-Bendit s'est vanté…

Il y a eu à ce sujet des motions de partis etc.

Pour cette raison, nous qui représentons l'église, nous devons dire par notre croyance que nous ne devons pas abandonner les êtres humains qui ont succombé «au diable de la boisson et de la drogue» – comme on l'a appelé jadis. Nous n'abandonnons pas ces êtres humains à eux-mêmes et à leur destin. Dans nos institutions caritatives nous faisons beaucoup pour les jeunes délinquants, les alcooliques. Il s'agit de stabiliser ces gens pour leur propre bien et de leur permettre de faire des expériences positives, de s'accepter soi-même de s'aimer soi-même, car tous les êtres humains sont aimés par Dieu afin qu'ils puissent ensuite comprendre et construire leur vie dans le sens de l'amour de Dieu et du prochain.

Dans les pays en voie de développement l'église fait également son travail discret depuis des années.

Notre diocèse a beaucoup de religieux, laïques et prêtres qui sont actifs de façon bénévole à l'étranger. Aujourd'hui beaucoup de gens se demandent pourquoi quelqu'un abandonne notre manière de vivre où tout est beaucoup plus simple, on a son revenu, une qualité de vie élevée et les meilleurs conditions de vie. Pourquoi quelqu'un va dans la brousse africaine ou dans les Andes de l'Amérique du Sud, se laisse piquer par les poux et les puces? Pourquoi quelqu'un s'expose de son plein gré à des conditions de vie difficilement supportables? Pourquoi des gens font tout cela sans en retirer, semble-t-il, aucun avantage? De plus, ils sont montrés du doigt par les gens qui, dans nos contrées, exploitent et détruisent moralement les êtres humains!

Qu'est-ce que les enfants et les adolescents apprécient spécialement dans le travail avec les jeunes de l'église?

Le fait qu'on se retrouve dans une communauté où on est tous du même bord. De même que l'expérience d'être accueillis et acceptés. Pour quelques-uns d'entre eux, cela représente en quelque sorte aussi une famille de substitution mais pour beaucoup d'autres, c'est aussi la possibilité de bien organiser le temps de leur jeunesse, de ne pas simplement laisser passer le temps, mais de mûrir et de grandir. Récemment nous avons fait une petite expérience. Nous avons donné à lire le catéchisme des jeunes, paru récemment, à 10 jeunes filles âgées de 15 à 16 ans – pour une étude person nelle – et l'on a ensuite organisé une discussion. Elles ont dit que les textes leur offraient une orientation spirituelle claire, et qu'ils représentent une aide pour se retrouver dans la multitude des offres des médias, dans cet immense désordre et dans toutes ces controverses et la malveillance avec laquelle les gens se rencontrent dans la politique, l'économie et la vie publique, en luttant souvent les uns contre les autres.

Qu'on souligne dans ces textes les beautés de la vie humaine – comme un don de Dieu – et qu'on peut vraiment construire sa vie avec élan, optimisme et une gaîté intérieure. Là, il y a déjà une réponse aux questions: D'où venons-nous? Où allons-nous? Quel est le sens de l'existence? Comment peut on gérer la souffrance et les ruptures que la vie amène? Qu'on s'en sorte malgré toutes ces ruptures sans en être rompu. Qu'on peut se redresser et que Dieu conduit tout pour le mieux pour chacun.

Le nombre d'enfants et adolescents chez qui votre travail avec les jeunes au sein du diocèse trouve un écho, est énorme (voir encadré). Quelle est l'importance du fondement des valeurs de l'église?

Je crois que les gens savent très bien d'où nous venons en tant qu'église et que nous ne sommes pas une organisation de bienfaisance, mais qu'il y a des bases: La foi en Dieu, en Jésus Christ et dans le Saint Esprit, en la présence de l'Esprit de Dieu dans l'église. Pour cette raison, notre conception de l'homme est positive et optimiste, humaine, ni collectiviste ni individualiste, mais une conception qui souligne que, de par leur nature, les êtres humains sont créés pour la vie en commun, en tant qu'homme et femme. Cela se réfère d'abord immédiatement au mariage, mais représente aussi une métaphore plus large, même plus qu'une métaphore, surtout un symbole relativement à l'être humain en communauté. Car du père et de la mère seront issus de nouveaux des enfants, et ce sera déjà une nouvelle génération. Or il est dit: «Croissez et multipliez et remplissez la terre» (*Gen.* 1, 28*)* Il s'agit donc de l'humanité tout entière.

Celui qui réfléchit un peu à tout ça, sait que nous ne pouvons rien à partir d'un être tout seul. Nous arrivons au monde, sans défense, dépendants des autres. Nos parents aussi ont été des bébés. Oui c'est ainsi: Donner toujours et continuellement, donner en cadeau et recevoir. Ceci est le vrai rythme qui traverse le tout, et je crois que nombreux sont ceux qui ressentent que la société ne peut pas exister quand elle est atomisée, lorsque chacun agit uniquement d'après ses pulsions et ses humeurs, en faisant valoir que: «Chacun fait ce qu'il veut, pour autant qu'il ne porte pas dommage à autrui.» Toute vie est vide de sens si elle ne tourne qu'autour d'elle-même. Car l'un vit de l'autre. On ne peut pas départager l'humanité en ceux qui donnent et ceux qui reçoivent. Dans chaque être humain ce rythme ancestral de l'Etre doit rester vivant, ce que chacun ressent qui, de manière désintéressée, est là pour les autres – alors il reçoit beaucoup en retour. Ce n'est pas ce qu'on calculerait qui compte, mais la capacité qui nous appartient de nous réjouir du bien-être de l'autre que nous avons aidé.

Voilà les principes de base qui doivent être réalisés dans notre travail avec les jeunes, et transmis aux adolescents. Je suis persuadé que les jeunes se rendent bien compte si l'on les accepte.

Monsieur l'Evêque, quelles sont les bases spirituelles de votre travail avec les jeunes dans votre diocèse?

Laissez-moi commencer par un mot de Jésus: «Laissez ces petits enfants venir à moi.» (*Saint Matthieu,* 19,14*)*. Ce ne sont pas seulement les adolescents encore enfants, mais tous les jeunes gens. Il existe une histoire où un jeune homme aborde Jésus en lui demandant: «Mon bon maître, que dois-je faire pour avoir la vie éternelle?» (*Saint Matthieu,* 19, 16) Ça, c'est la question décisive de la bouche d'un jeune homme, elle est décisive pour nous tous. Jésus répond: «Garde les commandements […]. Si tu veux être parfait, va, vends ce que tu as et le donne aux pauvres, et tu auras un trésor dans le ciel, après cela viens et suis-moi.» (*Saint Matthieu,* 19, 17 sqq.)

Nous avons besoin des biens terrestres pour vivre, mais ils peuvent devenir un piège. Alors on s'y accroche et l'on s'éloigne de la vie éternelle. Car la vocation de l'être humain va au delà des biens terrestres, au-delà de moyens matériels de l'existence.

Jésus lui-même a aussi été un jeune homme. Les évangiles nous parle du temps qui s'écoule à partir de sa trentième année environ jusqu'à sa mort sur la Croix. De l'enfance de Jésus, nous ne savons que peu de chose. Ce que nous savons est exemplaire et symbolique pour le tout. Jésus s'est soumis à l'éducation de ses parents, il était plein de respect pour ses parents. Il a suivi le Quatrième commandement et l'a transcendé en même temps. De Jésus à l'âge de douze ans nous connaissons la scène-clé au temple lorsqu'il a dit: «Ne saviez-vous pas qu'il me faut être occupé aux affaires de mon père?» (*Saint Luc,* 2, 49). Le père, c'est toute l'origine, le point de repère de la mission de Jésus dans la relation fils-père. C'est le centre et la révélation de Dieu même, et la présence de Dieu en Jésus Christ, son fils.

A l'âge d'environ 30 ans Jésus apparaît publiquement et annonce le Règne de Dieu. 30 ans – c'est pour nous aujourd'hui encore très jeune pour une tâche publique; dans la Bible cependant, on trouve que le jeune être humain, l'adolescent, le jeune homme ou la jeune femme, ne sont pas considérés comme un stade préliminaire de l'être humain, mais qu'il incarnent toute une réalité personnelle. C'est important pour notre compréhension de base: Ce n'est pas le fait d'être adulte, dans le sens d'être majeur ou de l'autonomie citoyenne, qui est le nec plus ultra. L'âge adulte a bien sa propre signification. Mais être enfant ou adolescent aussi; ce n'est pas là un stade préliminaire.

La tâche qui sous-tend le travail avec les jeunes de l'église doit être décrite à partir de ce point-là: il ne s'agit pas simplement de recruter des gens, d'offrir des loisirs ou d'éduquer de futurs contribuables de l'église. Nous ne voulons rien de ces jeunes et nous ne voulons les instrumentaliser en aucune manière, même pas pour la bonne cause. Au centre se trouve respect fondamental de chaque être humain, créé à l'image et l'imitation de Dieu.

Nous sommes persuadés que chaque être humain est capable dès son enfance de réfléchir et d'avoir le sens communautaire. Il a le droit de ne pas être privé de Dieu. Il n'existe pas d'éducation neutre, car entre sens et non-sens, entre Dieu et le Néant, il n'existe pas d'espace neutre. Il n'y a que le Bien qu'il faut faire et le Mal qu'il faut éviter. Ce serait donc mauvais, voire trahir le jeune être humain que de le priver du secret le plus profond sur lui-même, la nature, l'histoire, et le monde: Dieu lui-même tel qu' il s'est révélé en Jésus-Christ. Pour cette raison, le travail avec les enfants et les adolescents fait aussi partie intégrante de la mission de l'église, et ne peut pas se limiter à des occupations de loisirs et des distractions pour les enfants.

Merci pour cet entretien.